

Espaces & Milieux

L'ingérence écologique

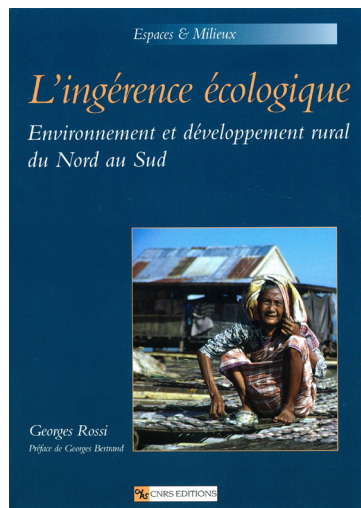
*Environnement et développement rural
du Nord au Sud*

Georges Rossi

Préface de Georges Bertrand



Présentation de l'éditeur



Sur un thème de forte actualité, celui des politiques de gestion et de l'avenir de l'environnement face au développement, la collection « Espaces et Milieux » propose un essai sur les rapports entre le Nord et le Sud, entre la nature et la culture, le paysan et le politique, le chercheur et l'expert... On y découvre un éclairage global et pluridisciplinaire sur la question du futur des environnements des pays du Sud, cruciale pour notre avenir à tous.

On est en effet en droit de se demander si la fameuse « co-évolution » tant souhaitée entre le développement économique et amélioration de l'environnement est vraiment, au Sud comme Nord, en marche sur le terrain et dans les esprits ? Rien n'est moins sûr, nous met en garde Georges Rossi à travers une série de questionne-

ments inattendus sur la science en général et l'écologie en particulier, sur le climat et la gestion des forêts, les mythes fondateurs des sociétés paysannes et les réalités économiques... Il s'appuie pour cela sur une longue expérience de terrain acquise sur tous les continents ainsi que sur une très riche bibliographie encore mal connue en France.

Maltraitant nos certitudes et nos bonnes consciences occidentales, loin des idées reçues, des prêts à penser et des prêts à agir, l'ouvrage propose une analyse critique et raisonnée des politiques d'environnement menées dans les pays du Sud, pour en souligner les effets parfois pervers et imprévus. Grâce à un style clair et direct, cet essai dont le ton s'éloigne quelquefois de la traditionnelle réserve universitaire rend ainsi la difficile question du développement accessible à tous. Au delà des chercheurs et des professionnels, l'ouvrage intéressa un large public sensible aux questions d'environnement.

Georges Rossi, professeur à l'université de Bordeaux –III, est chercheur au sein de l'unité mixte de recherche CNRS-IRD « Regards » et de l'unité de recherche « Intervention publique, espaces et sociétés » de l'IRD.

Espaces & Milieux

Espaces & Milieux

Cette collection a pour objectif de publier les résultats de recherches originales illustrant les avancées récentes de la géographie à l'interface avec les disciplines voisines. Au sein des sciences sociales, l'approche géographique des lieux, des territoires et des réseaux recourt de plus en plus aux différents types de modélisation de l'analyse spatiale. Elle s'attache aussi à l'étude des représentations que les hommes se font de leur espace. Elle étudie les dynamiques de la nature et des milieux à travers les sociétés qui les utilisent et les modifient. Les identités et les rapports de pouvoir constitutifs de la territorialité sont au cœur de ses préoccupations. Ouverture et pluralité des courants favorisent les débats qui mènent à un approfondissement épistémologique et à des avancées théoriques.

Comité de lecture

Président : Michel Bruneau (CNRS, Bordeaux)

Membres : Bernard Debardieux (Grenoble I), Claude Grasland (Paris VII), Christian Grataloup (Paris VII), Bernard Hourcade (CNRS, Paris), Yves Luginbühl (CNRS, Paris), Michel Lussault (Tours), Philippe Pelletier (Lyon II).

Secrétariat de la collection : Valérie Alfaut, UMR 6588, TIDE-MSHA, Esplanade des Antilles, 33405 Talence cedex. mél : euridis@msha.u-bordeaux.fr

La collection a été dirigée jusqu'en 1998 par Paul Claval (Paris IV).

L'ingérence écologique

Environnement et développement rural du Nord au Sud

Essai

Georges Rossi

Préface de Georges Bertrand

CNRSEDITIONS

Illustration de couverture :

Pêcheur sur le lac Toba, Sumatra. Cliché G. Rossi.

Illustrations du cahier hors-texte :

Georges Rossi ; mise au point Alain Vergnes (UMR Regards, CNRS-IRD).

© CNRS Éditions, Paris, 2000

ISBN : 978-2-271-07659-5

ISSN : 1269-7001X

À la mémoire de Maurice Julian, trop tôt disparu.

Préface

Penser le Sud quand on est du Nord, penser le Nord à partir du Sud, lier le Nord et le Sud au sein d'une dialectique planétaire de temps long, relève sans doute encore de l'utopie. Cela suppose une rupture épistémologique et un renversement de problématique qu'une grande majorité de politiques, de banquiers, de développeurs et de chercheurs ne sont pas encore prêts d'assumer.

Cette question du futur des hommes et des environnements des pays du Sud et à travers lui d'une partie de notre propre avenir, pousse Georges Rossi à sortir de la traditionnelle réserve universitaire. La « co-évolution » tant souhaitable entre le développement et l'environnement est-elle au Sud comme au Nord en marche sur le terrain comme dans les esprits ? Avec seulement le temps de retard qui sied aux pays « assistés » ? Pour le meilleur et pour le pire ? Le meilleur pour les uns n'étant le plus souvent que le pire pour les autres ? À sens unique ?

Georges Rossi, géographe ouvert sur les mondes en développement, est en quête de (ré)orientation entre le Nord et le Sud, entre l'environnement et le développement, la nature et la culture, le paysan et le politique, le chercheur et l'expert. Et ce, loin de tout présupposé idéologique, de toute école de pensée et de tout pré-requis politique, donc inclassable et de ce fait dérangeant.

Dénonçant les effets pervers des « prêts à penser », des « prêts à agir », l'auteur propose, en évitant les pièges de l'ésotérisme scientifique, un ensemble de remarques vigoureuses et solidement argumentées. Sortant du traditionnel pré carré africain (... de l'Ouest), d'une certaine vision française de la « tropicalité », l'auteur dispose d'une longue pratique de terrains multiples, de fonctions et de situations diverses sur tous les continents concernés, et d'une solide expérience interdisciplinaire et internationale, acquise notamment auprès des chercheurs et des travaux de langue anglaise, trop souvent méconnus.

Pour conduire l'analyse critique et raisonnée des politiques de développement et d'environnement menées dans les pays du Sud, l'auteur est conduit à varier les angles d'attaque et à jouer sur les changements d'échelle : de la planète au local, de l'instant présent au multiséculaire et *vice versa*. Les questionnements sont multiples et parfois inattendus : de la science en général et de l'écologie en particulier, du climat et de l'érosion, du statut des paysanneries aux expertises internationales, de l'agroforesterie traditionnelle aux parcs « naturels », des mythes fondateurs aux réalités économiques d'aujourd'hui.

Rebondissements des idées, foisonnement des exemples et bouillonnements de la pensée. Un tel ouvrage ne se résume pas. Il se donne à lire, à l'envie de lire et de ren-

contrer, loin des sentiers rebattus et des langues de bois, une pensée libre qui fait mouche.

La meilleure façon d'aborder cet ouvrage est donc de se laisser porter par cette pensée, aussi incisive que menacée par les conformismes, et emporter par son souffle. En se plaçant sous le signe de la rupture revendiquée : rupture scientifique, rupture épistémologique, rupture politique au sens général de ce terme. Nous appuyerons l'auteur dans sa démarche. Elle est de celles qui font avancer.

Même si les lendemains de l'incertitude qui attendent les paysans et paysanneries, les paysages et pays du Sud, sont bien à l'origine et au cœur du débat, c'est, de toute évidence, l'ensemble du processus de développement planétaire qui est ici considéré et mis en cause au travers de sa dimension écologique et environnementale. Pour l'auteur, il y a incompatibilité consubstantielle entre l'essence même des pays du Sud et les politiques environnementales qu'on leur conseille ou leur impose. Il le démontre à partir d'exemples appuyés par une bibliographie considérable et variée.

L'écologie était bien partie, déclenchant une véritable révolution qui a relancé et recentré la connaissance du monde vivant et imprégné la société. L'auteur le souligne, tout en pointant les contradictions, les débordements et les limites. C'est ainsi que l'écologie militante a récupéré, sans bénéfice d'inventaire, quelques vieilleries, notions ou concepts, dont elle a fait, sans trop y regarder, les fondements « scientifiques », et parfois moraux, de son (égo)-système : nature, équilibre, climax et multiples dérivés d'un malthusianisme renaissant. Hors du temps. Hors de la culture.

L'utilisation « objective » et la manipulation de tels concepts et notions dans les différents pays du Sud ont eu des effets meurtriers. Ce que nous avons considéré parce que nous venions de le découvrir comme « naturel » n'était qu'un moment particulier de la longue histoire des interactions infiniment redondantes entre des écosystèmes et des sociétés, nous dit Georges Rossi.

En une génération, l'écologie mâtinée d'écologisme est passée du statut de contre-culture à celui d'idéologie planétaire, voire, pour certains, de mystique naturaliste et conservationniste. Il y a contradiction, aussi bien au plan économique qu'au plan culturel, entre cette idéologie d'origine scientiste et ce que l'auteur appelle joliment les « écologies du Sud », fondées sur les logiques paysannes, les rationalités techniques, la symbolique des lieux et du temps. Où en sont les nécessaires convergences ?

Il faut aussi s'interroger sur ce qu'il faut bien qualifier d'ingérence écologique et de néocolonialisme environnemental et sur ce qui se cache sous le terme, scientifiquement vide, de « conservation » d'une « nature » qui n'existe plus. « Ne pourriez-vous considérer nos enfants comme des lémuriens ? » demande un responsable politique malgache en s'adressant aux représentants du WWF, alors gestionnaire du parc de la montagne d'Ambre.

Au-delà de l'absurdité des situations, l'auteur n'en garde pas moins toute sa lucidité de philosophe et sa rationalité de savant : la co-évolution développement-environnement est à la fois irréfutable et souhaitable avec son cortège de durabilité, de précaution, de biodiversité. Mais autrement. Par exemple, « l'agro-biodiversité » est une pratique paysanne beaucoup plus courante qu'on ne le croit. Elle procède d'une connaissance et d'une diversité culturelle qu'on ignore ou que l'on veut ignorer.

Il n'en reste pas moins que la dimension environnementale, en dépit de ses carences, constitue aujourd'hui la meilleure et certainement la seule opportunité pour repenser le Sud, non seulement par rapport au Nord, mais surtout par rapport à lui-même. À condition que le Sud puisse enraciner et valoriser ses propres « écologies » dans sa culture. Cela signifie que « l'écologie du développement » est encore à inventer. Cela vaut autant pour le Nord que pour le Sud. L'expérience du Sud pourrait alors, comme le suggère l'auteur, servir à repenser le Nord et son environnement que le développement technologique a mis dans un triste état.

Une co-évolution environnementale entre le Nord et le Sud n'est, pour l'instant, qu'un point de fuite sur un horizon incertain. Pour Georges Rossi, c'est déjà l'amorce d'une pensée plurielle qu'il appelle de ses vœux. En effet, « il y a différentes manières de chercher le jour ».

Georges BERTRAND
professeur émérite, université Toulouse-le-Mirail
président du comité de programme du Programme interdisciplinaire
de recherches Environnement, Vie et Sociétés du CNRS
Géode UMR 5602 CNRS

Avant-propos

L'environnement est à la mode. Le développement des pays pauvres du monde intertropical – on dit aujourd'hui du Sud – reste d'actualité. Il n'est que de constater le nombre croissant et la diversité des organisations qui œuvrent dans chacun de ces deux domaines pour s'en convaincre. La rencontre de ces deux phénomènes fait que tous les projets de développement qui s'adressent au monde rural du Sud touchent de près ou de loin à la gestion d'un environnement récemment devenu « durable ».

Au Sud, les paysans gèrent depuis des temps immémoriaux leurs milieux. L'idée d'environnement, quant à elle, est une création récente du monde occidental. Au nom de ce paradigme aux contours incertains, amiboïde et foisonnant, les pays occidentaux interviennent dans cette gestion, avec, de l'aveu même des principales organisations internationales, des résultats rarement à la hauteur des espérances.

Cela illustre combien il est difficile de dépasser les contradictions inhérentes à la dialectique du couple environnement/développement et les incertitudes de la mise en œuvre d'une politique qui tente de les concilier dans le contexte économique, social, démographique et culturel de nombre de pays du Sud. Le « développement durable », expression obligée et convenue des discours officiels, est plus facile à invoquer qu'à concrétiser.

Dans l'exécution quotidienne des nombreux projets qui se réclament de ce concept flou, complexe, souvent mal compris et caricaturé, mais aussi parfois manipulé et mis au service de causes moins altruistes, les contraintes politiques ou sociales et les impératifs économiques prennent souvent le pas sur le souci écologique. L'environnement est parfois « protégé », parfois le développement est généré, rarement les deux vont de conserve. L'impossible cohabitation de ce couple conflictuel montre qu'il existe des problèmes de fond non résolus. Le premier est sans doute qu'il est impossible de définir, aujourd'hui, les conditions du « développement durable » de demain, car cette notion est spatialement et temporellement contingente. Le second, partiellement lié au premier, est que l'on peut se demander pour qui et en fonction de quels critères « le » développement est déclaré « soutenable ».

La difficulté épistémologique est que cette question se situe à l'intersection de trois ensembles eux-mêmes à multiples facettes : le biophysique (au sens des éléments vivants ou non du milieu), le social et l'économique. Si la socio-économie est un métissage ancien et réussi, si l'économie de l'environnement est une discipline récente mais très active, la sociobiologie balbutie et reste en grande partie à créer. Et pourtant l'évidence de diverses formes d'un contrôle social du biophysique est quotidienne. C'est certainement dans les progrès de la connaissance de cette interface,

que se situent quelques clés de la compréhension des évolutions de ce qu'il convient d'appeler un système socio-biophysique.

Nous vivons, de fait, dans des systèmes socio-biophysiques au sein desquels les rapports population / environnement / développement jouent un rôle central. Lorsque l'on tente d'analyser avec un certain recul ce que sont aujourd'hui ces rapports, deux constats d'ordre général peuvent être faits. Premier constat, les objectifs mondiaux et globalisants de la protection de l'environnement ont donné naissance à une forme de pensée unique « écologiquement correcte » qui tend vers une uniformisation du savoir et des modes de gestion au profit de ceux de l'Occident industrialisé. À travers cela, les politiques globales mises en œuvre ne deviendraient-elles pas, localement, un obstacle au développement « durable » qu'elles veulent promouvoir ?

Second constat, quelques-uns, parmi les plus importants des fondements scientifiques et conceptuels qui légitiment les politiques actuelles sont actuellement remis en question. En particulier tous ceux qui dérivent d'une conception statique, finie et linéaire de l'évolution des rapports hommes/milieus comme la « conservation », « l'équilibre » et ses nombreux dérivés, la « dégradation », la « biodiversité ». Ils n'ont de sens que dans le cadre d'une dynamique permanente d'interface entre un certain état de l'environnement biophysique et son utilisation par une société à un moment donné de son évolution technique, politique, économique et sociale.

Dans ces domaines, devant la simple constatation d'échecs multiples au milieu de quelques réussites, les certitudes s'effritent et naissent interrogations et remises en cause, parfois radicales, des visions et des concepts qui fondent actuellement les politiques et l'action. On sent aujourd'hui ce mouvement dans beaucoup de disciplines. Peut-être sommes-nous à la veille d'une modification fondamentale des perspectives d'approche de la gestion du couple environnement/développement.

Le texte qui suit souhaite s'adresser au plus large public possible. La volonté de synthèse et de vulgarisation a ses contraintes. Chacun des spécialistes des diverses disciplines auxquelles cet exercice fait appel pourra, sans doute à juste titre, se montrer critique car certaines des idées ou notions utilisées ne seront pas, pour lui, nouvelles. Il apparaîtra peut-être que certains exemples sont traités trop rapidement. Dans le cadre de cet ouvrage, il n'était guère possible de les détailler tous. Nous avons fourni de nombreuses références auxquelles il sera possible de se reporter. Sur un sujet aussi vaste et multiforme, l'ambition ne pouvait être que celle de la juxtaposition de diverses approches, pas celle de l'exhaustivité.

Ce texte est un essai. À ce titre, il propose, sur un problème global, d'une grande complexité, qui touche à beaucoup de champs disciplinaires, un point de vue, ou, plutôt, invite à en changer. Il n'offre pas de solutions miracles, tout au plus tente-t-il de tracer quelques perspectives. Il pose plus de questions et ébranle plus de certitudes qu'il n'apporte de réponses. Mais il essaie de montrer en quoi et pourquoi cette révision peut détenir un certain degré de pertinence et d'opérationnalité.

Je remercie pour leurs critiques et leurs conseils Maurice Julian (Université de Nice), brutalement emporté par une cruelle maladie, Georges Bertrand (Université de Toulouse), Michel Bruneau (CNRS), Emmanuel Fauroux (IRD), Philippe Lavigne Delville (GRET) Claude de Miras (IRD), Alain Valette (IRD), Paul Tchawa (Université de Yaoundé).

En 1843, le père Chazelles rencontre dans l'île de Manitouline, au Québec, un groupe d'Indiens qu'il entend civiliser. Ces derniers l'écoutent, puis le chef prend la parole :

« Tu arrives, mon frère, pensant que tu viens nous enseigner la sagesse. Mais ne crois pas que ceux que tu appelles sauvages soient des fous. Ils possèdent les connaissances dont ils ont besoin.

Je ne suis pas si ignorant de ce que tu vas enseignant partout. Ce que je sais, je ne l'ai pas appris dans tes livres, je le tiens de mon père et avant lui de son père et ainsi jusqu'à mon Grand Ancien.

Tu as peut-être eu cette pensée : ils sont bien bêtes et ne connaissent du monde que ce que voient leurs yeux, ils avancent sans intelligence. Je te le dis, mon frère, tu pourrais te tromper grandement.

Dis-moi, mon frère, si j'allais dans ton île parler contre tes coutumes et chercher à faire recevoir mes pratiques, est-ce que tu m'écouterais ? Mon frère, nous ne nous ressemblons point. Il y a encore beaucoup d'autres hommes qui ne ressemblent ni à toi, ni à moi.

Il y a différentes manières de chercher le jour. »

Sommes-nous bien sûr que ces paroles d'un « bon sauvage » du siècle dernier appartiennent entièrement à l'histoire ?

CHAPITRE PREMIER

Une autre approche ?

Quelques questions

Texte fondateur, le célèbre rapport Brundtland, « Notre avenir à tous » (1988), a été beaucoup critiqué. De toutes parts. On lui a reproché soit un excès d'optimisme lorsqu'il pense qu'il est possible de dépasser l'antagonisme entre environnement « durable » et développement, soit de sacrifier l'environnement au profit du développement, soit l'inverse. C'est sans doute inévitable dans ce genre d'exercice. Il a, en tout cas, le grand mérite de soulever les problèmes, même si les réponses qu'il propose peuvent laisser sceptique. Mais, avant tout, cette réflexion s'inscrit dans une certaine vision des rapports hommes-milieu. Elle en propose une approche malthusienne, conservationniste et statique.

Depuis la fin des années 1960, le malthusianisme est de retour. Le livre d'Ehrlich (1968), *The Population Bomb*, au titre et au ton dramatisant, affirme que l'humanité court à sa perte. Trop d'hommes, pas assez de nourriture et de matières premières, la planète se meurt : « La bataille pour nourrir l'humanité est perdue. Au cours des années 1970, des centaines de millions d'être humains vont mourir de faim » écrivait-il, ajoutant plus loin : « Rien ne peut empêcher une aggravation notable de la mortalité dans le monde », puis « D'ici à 1985, l'humanité entrera dans une ère de pénurie ». Il allait être suivi par toute une série de publications remettant au goût du jour les idées de l'économiste anglais Malthus, auteur, en 1798, du célèbre *Essai sur le principe de population*, en les adaptant à la nouvelle préoccupation montante de nos sociétés de la seconde partie du ^{xx}e siècle : l'écologie.

Publié en 1972, le rapport Meadows, « Halte à la croissance », constitue l'illustration la plus achevée de cette vision d'un monde fini, aux ressources finies, menacé par une population de plus en plus nombreuse. Elle sera dès lors régulièrement reprise sous différentes formes, par exemple par Ramade (1989) qui considère qu'il existe une relation quasi mécanique, linéaire, entre la dégradation de l'environnement et la croissance démographique. C'est le désormais fameux « cercle vicieux de dégrada-

tion » dans lequel une population de plus en plus nombreuse est contrainte d'exercer une pression toujours plus grande sur un milieu dont la « capacité de charge » est finalement dépassée, entraînant ainsi la population et le milieu dans une spirale infernale où la paupérisation des populations et la dégradation de l'environnement se nourrissent l'une de l'autre.

Bien que plus nuancé dans la forme, le rapport Brundtland ne remet pas en cause les paradigmes de « ressources fixes » et celui d'inspiration darwinienne « d'économie de la nature » qui fondent la théorie malthusienne. Mais comme c'est le cas de tous les travaux s'inspirant de ce courant de pensée, il lui manque, curieusement car il fait souvent référence au futur, la mise en perspective historique de la cohabitation et de la co-évolution du couple environnement/développement. Il lui manque aussi de prendre en compte l'irréductible part d'incertitude qui caractérise l'avenir des rapports interactifs entre les sociétés humaines et les milieux dans lesquels elles vivent et dont elles vivent. C'est sans doute pour cela que les multiples prédictions catastrophistes contenues dans ces différents travaux ne se sont pas produites. Pas encore, diront certains.

Car bien que les prédictions d'Ehrlich aient été démenties par les faits, elles continuent à faire recette, avec d'autres arguments : certes, la durée moyenne de vie a doublé en un siècle, le niveau de vie des populations a considérablement augmenté, même dans les pays en voie de développement ; il n'y a par ailleurs pas eu de pénurie alimentaire ou de matières premières, bien au contraire leur prix a globalement baissé, certaines sont devenues obsolètes avant que d'être épuisées, d'autres, devenues rares, ont trouvé des substituts. Car l'innovation vient aussi de la pénurie. C'est celle de bois qui, au milieu du XVI^e siècle, fut, en Angleterre, à l'origine de la mise en exploitation du charbon de terre, celle d'huile de baleine à l'origine du premier forage pétrolier en 1859. Mais les néomalthusiens expliquent aujourd'hui que ces progrès sont obtenus au prix d'une telle pression sur les écosystèmes que ceux-ci seront détruits.

Face au néomalthusianisme dominant qui imprègne les conceptions et les discours écologistes, largement relayés par les médias, et dont les idées principales sont devenues une sorte de « bon sens commun », les théoriciens et tenants de l'anti-malthusianisme ont quelque mal à se faire entendre. Qui, en dehors des cercles scientifiques, connaît vraiment les théories de Simon (1985, 1989), de Sen (1981) ou, plus connues celles de Boserup (1965, 1981), qui montrent, chacune dans leur domaine, qu'il existe un autre « bon sens commun » ? L'accroissement démographique génère du progrès, de l'innovation, de l'adaptation. Grâce à cela il crée de la richesse, autorise et oblige aussi à une meilleure prise en compte de l'environnement. Il n'entraîne pas irréversiblement le monde dans le « cercle vicieux de dégradation ». Car on peut poser le problème autrement.

Le développement économique et la protection de l'environnement constituent-ils un couple maudit ? L'artificialisation des milieux biophysiques par l'homme, l'anthropisation, est-elle un mal absolu ? Entraîne-t-elle inévitablement un processus de dégradation ? Et dans une perspective historique de long terme, que signifie dégradation ? La forêt de l'Aigoual, les admirables paysages des rizières en escalier de l'Asie du Sud-Est ou des parcs arborés de l'Afrique soudanienne, créations des

hommes, sont-ils, pour autant, moins utiles, moins agréables, moins beaux que la forêt sibérienne ? Avec des densités rurales qui peuvent dépasser 1 500 hab/km², le paysage du delta du fleuve Rouge est entièrement anthropisé, construit par l'homme. Dans cet écosystème, il n'y a strictement plus rien de « naturel », et ce depuis des siècles. Il n'en concilie pas moins une grande beauté et une des productivités les plus élevées de la planète.

Les réalités sont têtues. Dans beaucoup de pays du tiers-monde, et surtout chez les plus pauvres, la croissance de la population, même si elle tend à se ralentir, va continuer. La transition démographique, fille de l'amélioration des conditions de vie, y est, encore loin. Il paraît inévitable que, malgré les constats désolés, l'artificialisation, c'est-à-dire l'humanisation, des milieux « naturels » tropicaux se poursuive. Quel que puisse être le jugement que l'on porte sur ce fait, aujourd'hui le processus de disparition des forêts ombrophiles ou mésophiles est irréversible et leur auto-régénération une utopie (Ooi, 1993). Face à cette situation ne faut-il pas s'interroger sur la pertinence de notre conception dominante de l'environnement et de sa gestion ?

Retirer aux communautés rurales la gestion d'une fraction de leur espace pour créer des parcs et des réserves, les priver de tout ou partie de leur autonomie d'action et de leurs droits, les contraindre, au nom d'une certaine conception de la nature et de sa gestion, à adopter les modèles créés en Occident industrialisé, cela est-il vraiment le meilleur moyen d'assurer à long terme et sans ruptures l'évolution de ces écosystèmes, de garantir leur avenir et celui des sociétés qui en vivent ? Peut-on continuer à vouloir « protéger » la nature en excluant ou en ne respectant pas, de droit ou de fait, les hommes ? Et ce, en exigeant, à tout prix, de « sauvegarder » des milieux que l'on qualifie abusivement de « naturels », alors qu'ils sont, déjà, le plus souvent, le produit de longues séries d'interactions entre processus biophysiques et interventions humaines plus ou moins importantes ?

Dans les pays pauvres, les simples nécessités du lendemain, le désir d'améliorer les conditions de vie, feront percevoir encore pour longtemps la vision occidentale de l'écologie et les politiques qui en découlent comme d'étranges soucis d'esthètes, des caprices de nantis. Elles sont vécues comme des contraintes externes, politiquement correctes, passages obligés que les gouvernements font mine d'accepter pour attirer les crédits et satisfaire l'une des conditionnalités de l'aide au développement. Les paysans, les autorités locales, les mettent en œuvre sous la pression pour les contourner ou les abandonner dès que possible. Parce que ces « solutions » ne correspondent pas à leurs réalités, à leurs perceptions des problèmes, à leurs modes d'organisation et de gestion de l'espace, à leurs conceptions des rapports à la nature.

Historiquement, en Occident, la transition démographique, la prise en compte de l'environnement, l'amélioration du cadre de vie, le reboisement, la création d'espaces « naturels » destinés à la récréation, au tourisme, à la conservation d'espèces ou de paysages spécifiques, sont inséparables du progrès économique, de l'élévation du niveau de vie et de « l'human welfare », notion complexe, qui fait autant appel à l'économie qu'au social et au culturel, imparfaitement traduite par « bien être » de la population. Ce n'est pas un hasard si les pays où l'environnement est le mieux pris en compte (Amérique du Nord, Europe du Nord, Suisse...) sont parmi les plus riches de la pla-

nète. C'est parce que nos sociétés sont moins directement dépendantes de la nature « sauvage » pour leur développement et leur vie économique que nous pouvons lui trouver d'autres finalités et d'autres utilisations.

En Europe, le parallèle entre expansion économique et évolution des surfaces forestières est très net. Après une longue période où elles régressent parallèlement à l'augmentation de la population, en particulier entre le XI^e et le XIV^e siècle (Duby, 1973), atteignant un étiage à la fin du XIX^e siècle, elles augmentent à nouveau à partir du début du XX^e siècle, puis, plus rapidement à partir des années 1950. La corrélation ne se fait plus avec la croissance démographique, en cours de stabilisation, mais avec le progrès économique, inséparable du progrès technique. En France, les forêts ont pratiquement doublé de surface depuis 1880. Bien entendu, ces formations sont complètement différentes de celles qui existaient au début de notre ère, elles sont le produit d'une longue anthropisation, de l'évolution technique et culturelle de notre société qui en a déterminé les usages successifs. Même dans les Pyrénées, on a pu montrer que la limite altitudinale de l'arbre et la composition des forêts, en particulier l'équilibre entre résineux et feuillus, étaient le résultat de l'action de l'homme qui a colonisé ce milieu depuis 4 500 ans (Bonhôte *et al.*, 2000). Ces formations et ces paysages que les écologistes considèrent aujourd'hui comme des espaces « naturels » à protéger ont moins d'un siècle.

Peu ou prou, nous avons, à plusieurs reprises, recréé nos milieux biophysiques en fonction des besoins successifs de notre développement économique et social ; celles-ci n'en sont pas moins spontanées, reproductibles, et satisfont à l'usage que notre société actuelle en attend, y compris au plan esthétique et « écologique ». C'est parce que notre société essentiellement urbaine a beaucoup moins besoin de la forêt qu'elle représente aujourd'hui un espace de liberté et de récréation symbolisant la nature. Ce renversement du sens du lien, du « nexus » population/déforestation à partir d'un certain niveau de développement économique vient de faire l'objet d'une tentative de modélisation (Mather et Needle, 2000). Ces auteurs pensent que la tendance à la reforestation qui a débuté dans les pays européens vers la fin du XIX^e siècle va s'étendre et conduire, au niveau mondial, à inverser la tendance actuelle à la déforestation avant le milieu du XXI^e siècle.

La validité de ce modèle d'évolution, où le bien-être engendré par le progrès technique et économique, d'abord alimenté par l'exploitation des ressources du milieu biophysique, induit une modification de leur rôle et de leur utilité pourrait donc avoir une portée plus générale. Un certain nombre de pays « intermédiaires », pour l'essentiel certains « tigres » d'Asie, paraissent s'inscrire dans cette trajectoire. Les exportations de bois représentent 20 % (hors pétrole) des exportations de l'Indonésie, 30 % de celles de Sarawak. Même si ces chiffres méritent d'être discutés et nuancés quant à leurs retombées sociales, dans ces deux cas, il faut cependant bien constater que les résultats sont au rendez-vous. Le PNB par habitant de l'Indonésie a sextuplé en trente ans, atteignant aujourd'hui 2 000 dollars. Celui de Sarawak croît en moyenne de 7 % par an depuis 1960. En revanche, nous n'avons pas d'exemple probant de croissance économique qui ne doive pas s'appuyer, dans un premier temps au moins, sur l'exploitation plus ou

Table des matières

Préface	7
Avant-propos	11
CHAPITRE PREMIER. Une autre approche ?	15
Quelques questions.....	15
... et quelques problèmes de perspective.....	19
CHAPITRE II. À l'Ouest est né l'environnement	25
Ethnocentrisme, paysage et écologie	25
Aux origines de l'écologie occidentale	30
De l'écologie à l'écologisme.....	33
Vous avez dit : « naturel » ?	40
Vers la pensée unique	43
Le nerf de la guerre	46
« Les experts sont toujours formels... »	49
CHAPITRE III. De l'exportation du mythe	53
L'ingérence écologique... ..	53
... et ses dérives.....	59
Conserver <i>versus</i> rentabiliser	66
CHAPITRE IV. Les « écologies » du Sud	73
L'homme participe de la nature	73
Inférieurs à certains animaux... ..	76
Ce que je sais, je ne l'ai pas appris dans les livres... ..	82
Le péché des pasteurs	88
CHAPITRE V. L'immuable, l'incertain et le changeant	95
Traditionnel ?	95
Autres paysages, autres rationalités	100

Ordonner le désordre ?	104
La privatisation des terres, nouvelle panacée ?	110
CHAPITRE VI. L'érosion n'est plus ce qu'elle était	121
La construction d'un « récit de crise »	121
L'érosion comme phénomène social	129
L'érosion, phénomène démographique ?	131
De la bonne utilisation de l'érosion	135
... et de quelques difficultés	139
CHAPITRE VII. La forêt peut cacher l'arbre	143
Brève histoire d'une « vérité »	143
L'agriculture sur brûlis, technique primitive	149
Savoir et savoir-faire	156
Qui déforeste ?	159
... et pourquoi ?	165
Qu'est-ce qui est déforesté ?	170
CHAPITRE VIII. Différences culturelles et développement	179
Mon frère, nous ne nous ressemblons point... ..	179
Souvent, certitude varie	182
Technique et social : deux faces d'une même réalité	185
L'ordre des valeurs	189
Participer ? Mais à quoi et avec qui ?	192
Participer ? Comment ?	196
CHAPITRE IX. Idées reçues, évidences construites	203
Du pauvre au sous-développé	205
De la bonne utilisation du sous-développement	208
Enseigner ou acculturer ?	213
ÉPILOGUE. Les lendemains de l'incertitude	219
Bibliographie	229